

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan

N° 100 du 03.12.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Dernier échos

Bavure de l'OTAN: le Pakistan aurait autorisé les tirs... selon le Wall Street Journal

1 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 vidéo : Thierry Meyssan décrypte les mécanismes du "journalisme de guerre".

1-2 VIDEO : Hugo Chavez dénonce le génocide, les actions "bestiales" et "barbares" de l'OTAN en Libye.

1-3 Fidel Castro Ruz : Le rôle de tueur de l'OTAN.

2 Brèves

2-1 LE GENERAL BOUCHARD ADMET QUE LES INFORMATEURS DE L'OTAN EN LIBYE ETAIENT DES JOURNALISTES.

2-2 Rien d'étonnant donc à voir la Ligue Arabe servir l'OTAN !

3 Dossiers

3-1 Domenico Losurdo : La conclusion barbare d'une guerre colonialiste barbare.

3-2 Franklin Lamb : Six pays africains prépareraient des troupes pour les envoyer en Libye contre l'OTAN.

3-3 Bahar Kimyongür : Libye : Le sang du lion et le festin des rats.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Procédure contre l'OTAN à Bruxelles

4-2 Khaled Hamidi : « J'ai tout perdu. Ma femme. Mes enfants. Mon pays »

4-3 Lettre ouverte adressée à Monsieur BAN KI-MOON Secrétaire Général des Nations Unies.

5 Opinion

5-1 Gilles Munier : L'agression de la Syrie par l'OTAN pourrait dérapier en un conflit de grande ampleur.

5-2 Manlio Dinucci : La « Libye libre » d'Hillary Clinton.

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

6-1 Franklin Lamb : LA LIBYE DE L'OTAN : UNE PLONGEE DANS LA TERREUR ET LA VENGEANCE

6-2 Des guerres de l'opium aux guerres du pétrole.

6-3 Louis Denghien : Les corridors humanitaires et fantasmatiques d'Alain Juppé.

6-4 Des membres de l'OTAN prêts à épauler "les déserteurs de l'armée syrienne".

7 Annexe

7-1 OTAN OU INDÉPENDANCE NATIONALE ?

Dernier échos

Bavure de l'OTAN: le Pakistan aurait autorisé les tirs... selon le Wall Street Journal .

Les autorités pakistanaises ont donné le feu vert aux bombardements de l'OTAN qui ont provoqué la mort de 24 soldats pakistanais la semaine dernière, ignorant que leurs propres troupes étaient dans la région, affirme vendredi le Wall Street Journal citant à l'appui des enquêteurs américains.

Le quotidien a interrogé des responsables américains appartenant à l'équipe d'enquêteurs chargés de rendre un premier rapport, d'ici au 23 décembre, sur les circonstances de la pire erreur de la force internationale de l'OTAN (ISAF), commandée par les États-Unis, depuis que le Pakistan s'est rallié à la «guerre contre le terrorisme» américaine il y a dix ans.

Ces enquêteurs ont expliqué qu'un groupe de soldats afghans, parmi lequel se trouvaient des Américains, étaient en train de traquer des talibans juste à la frontière pakistano-afghane quand ils ont essuyé des tirs provenant de ce qu'ils pensaient être d'un cantonnement ennemi.

Des membres du groupe ont alors appelé un centre de commandement et de contrôle dirigé par des Américains, des Pakistanais et des Afghans: les responsables pakistanais leur ont assuré qu'il n'y avait aucune force amie dans la zone, donnant leur autorisation à une riposte aérienne, ont rapporté les enquêteurs.

Les responsables cités par le journal reconnaissent néanmoins des erreurs des deux côtés. «De nombreuses erreurs ont été faites. Personne ne savait exactement qui était là et qui faisait quoi», a expliqué une des ces sources.

Ces responsables ont par ailleurs précisé qu'il s'agissait d'un rapport fait à partir des premiers interrogatoires des forces impliquées et que son contenu était amené à changer si d'autres détails venaient à être fournis.

Le Pentagone a toujours insisté sur le fait que cette attaque aérienne sur les forces pakistanaises n'avait pas été intentionnelle, mais les États-Unis se gardent de présenter des excuses, jugées indispensables par les analystes pakistanais pour qu'Islamabad revienne sur ses repréailles.

Si l'OTAN a regretté un «incident tragique» et «involontaire», l'armée pakistanaise, déjà humiliée par le raid d'Abbottabad contre Ben Laden et secouée par une colère antiaméricaine grandissante, a, pour sa part, dénoncé une «agression délibérée».

http://www.cyberpresse.ca/international/asiе-oceanie/201112/02/01-4473831-bavure-de-lotan-le-pakistan-aurait-autorise-les-tirs.php?utm_source=bulletinCBP&utm_medium=email&utm_campaign=retention

À lire aussi

Bavure de l'OTAN: le Pakistan dément avoir tiré le premier

Bavure de l'OTAN: le Pakistan boycotte Bonn

Obama insiste sur l'importance des liens avec le Pakistan

Le Pakistan «furieux» reconsidère sa coopération avec Washington

Islamabad accuse l'OTAN d'avoir tué 26 de ses soldats

1 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 vidéo : Thierry Meyssan décrypte les mécanismes du “journalisme de guerre”.

Comme le souligne ce reportage, le bilan du ministre De Crem et de l'Etat-Major belge ne fait aucune référence aux "dégâts collatéraux" provoqués par les bombes larguées par les F-16 Belges.

Si 96% des "cibles" ont été atteintes: qu'en est-il des 4% manquants?

On apprend aussi, en passant, qu'il y avait du "personnel belge surveillant au sol la légitimité des frappes (ce qu'on appelle le « détenteur de carton rouge », qui s'oppose à tout projet de frappe contraire à la volonté politique belge).

Et que les F-16 Belges, à quelques minutes près, auraient pu être chargés de frapper le convoi dans lequel se trouvait Kadhafi quand il quittait Syrte.

L'assassinat d'un chef d'Etat aurait fait partie du tableau de chasse de Rambo-De Crem!

Mécanopolis, 8

C.P.

1-2 VIDEO : Hugo Chavez dénonce le génocide, les actions "bestiales" et "barbares" de l'OTAN en Libye.

http://www.alterinfo.net/Hugo-Chavez-denonce-le-genocide-les-actions-bestiales-et-barbares-de-l-OTAN-en-Libye_a66026.html

1-3 Fidel Castro Ruz : Le rôle de tueur de l'OTAN.

(5ème partie)

1er novembre 2011

Le 9 mars, j'ai publié de nouvelles Réflexions intitulées : « L'OTAN, la guerre, le mensonge et les affaires » sur le rôle de cette organisation belliciste.

J'en sélectionne les paragraphes fondamentaux :

Comme certains le savent, le colonel Mouammar el-Kadhafi, un Bédouin au caractère particulier, s'inspirant des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser, prépara au sein des forces armées un mouvement qui renversa en septembre 1969 Idris Ier, roi de Libye, un pays désertique en sa quasi-totalité et faiblement peuplé, situé au nord de l'Afrique, entre la Tunisie et l'Égypte.

[...]

Né dans une famille de bédouins, dans la région de Tripoli, Kadhafi était foncièrement anticolonialiste.
[...]

Jusqu'aux adversaires de Kadhafi assurent qu'il se fit remarquer par son intelligence durant ses études. Expulsé du lycée pour ses activités antimonarchiques, il s'inscrivit dans un autre, puis conclut des études de droit à l'université de Benghazi à vingt et un ans. Il entra ensuite à l'école militaire de cette ville où il créa en secret le Mouvement des officiers unionistes libres, et il conclut ses études dans une école militaire britannique.

[...]

Il s'engagea dans la vie politique par des actions incontestablement révolutionnaires.

En mars 1970, il obtint que les soldats britanniques évacuent le pays au terme de manifestations nationalistes massives et, en juin, que les États-Unis se retirent d'une grande base aérienne proche de Tripoli, qui fut remise à des instructeurs militaires égyptiens dont le pays était l'allié de la Libye.

En 1970, la Révolution toucha à plusieurs sociétés pétrolières occidentales et à des banques à participation étrangère. Fin 1971, la fameuse British Petroleum subit le même sort. Dans le domaine agricole, tous les biens italiens furent saisis, et les colons et leurs descendants expulsés de Libye.

[...]

Le dirigeant libyen élaborait des théories extrémistes, s'opposant à la fois au communisme et au capitalisme. Ça n'aurait pas de sens d'inclure cette étape de théorisations de sa part dans mon analyse, quoique je doive signaler que l'article premier de la Proclamation constitutionnelle de 1969 stipulait la nature « socialiste » de la Jamahiriya arabe libyenne populaire.

Je tiens en revanche à insister sur le fait que les droits humains n'ont jamais intéressé les États-Unis ni leurs alliés de l'OTAN.

La réunion du Conseil de sécurité, la réunion du Conseil des droits de l'homme à Genève et l'Assemblée générale des Nations Unies à New York n'ont été que du théâtre, un panier de crabes.

[...]

L'Empire prétend maintenant ... intervenir militairement en Libye et bloquer la vague révolutionnaire qui déferle dans le monde arabe. [...]

Que la rébellion libyenne ait été attisée par les services secrets yankees ou par les erreurs de Kadhafi lui-même, il est important que les peuples ne se laissent pas duper, car l'opinion mondiale aurait très bientôt suffisamment de preuves pour savoir à quoi s'en tenir.

[...]

À l'instar de nombreux pays du Tiers-monde, la Libye est membre du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des 77 et d'autres organisations internationales à travers lesquelles se nouent des relations, indépendamment de leur système économique et social.

À grands traits : la révolution, inspirée de principes marxistes-léninistes et martinien, triompha en 1959 à Cuba, à cent cinquante kilomètres des États-Unis qui nous avaient imposé l'amendement Platt et qui étaient propriétaires de l'économie de notre pays.

L'Empire déclencha presque aussitôt contre notre peuple sa sale guerre, organisa des bandes contre-révolutionnaires, décréta un blocus économique criminel et peaufina l'invasion mercenaire de Playa Girón, durant laquelle un de ses porte-avions patrouillait non loin et ses marines étaient prêts à débarquer au cas où ses forces mercenaires auraient atteints les objectifs prévus.

[...] Tous les pays latino-américains, hormis le Mexique, participèrent au blocus criminel qui est toujours en place.

[...]

En janvier 1986, sous prétexte que la Libye était derrière le terrorisme dit révolutionnaire, Reagan rompit les relations économiques et commerciales avec ce pays.

En mars de cette même année, une force embarquée à bord de porte-avions situés dans le golfe de Syrte, dans les eaux que la Libye considère comme nationales, déclencha des attaques qui détruisirent plusieurs navires équipés de lance-missiles et des systèmes de radars côtiers que ce pays avait achetés à l'URSS.

Le 5 avril, une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats étasuniens fut plastiquée : trois personnes moururent, dont deux militaires étasuniens, et beaucoup furent blessées.

Reagan en accusa Kadhafi et ordonna à ses forces de l'air de riposter. Trois escadrilles décollèrent des porte-avions de la VIe flotte et de bases du Royaume-Uni et lancèrent des bombes et des missiles sur sept objectifs militaires à Tripoli et à Benghazi. Un quarantaine de personnes moururent, dont quinze civils. [...] ...quand un missile la frappa (sa résidence) de plein fouet : sa fille Hanna mourut, et deux autres enfants furent blessés. Cette attaque fut largement condamnée ; l'Assemblée générale des Nations Unies vota une résolution la condamnant pour violation de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le Mouvement des pays non alignés, la Ligue arabe et l'OUA adoptèrent des positions tout aussi énergiques.

Le 21 décembre 1988, un Boeing 747 de Pan Am se désintégra en plein vol entre Londres et New York sous l'effet d'une bombe [...]

[...] Selon les Yankees, les recherches impliquaient deux agents secrets libyens. [...]

On commença à tisser une légende ténébreuse contre lui, avec la participation de Reagan et de Bush père.

[...]

Le Conseil de sécurité avait imposé à la Libye des sanctions qui commencèrent à être levées quand Kadhafi accepta de faire juger, dans des conditions données, les deux accusés pour le sabotage de l'avion en Écosse.

Dès lors, on commença à inviter des délégations libyennes à des réunions européennes. En juillet 1999, Londres entreprit de renouer totalement ses relations diplomatiques avec la Libye, après que celle-ci eut fait encore plus de concessions.

[...]

Le 2 décembre, Massimo D'Alema, Premier ministre italien, fut le premier chef de gouvernement européen à se rendre en Libye.

L'URSS et le camp socialiste européen avaient disparu, et Kadhafi avait décidé d'accepter les réclamations des USA et de l'OTAN.

[...]

Début 2002, le département d'État faisait savoir que des conversations diplomatiques étaient en cours entre les USA et la Libye.

[...]

Début 2003, après que la Libye eut accepté de signer un accord économique d'indemnisations avec les pays demandeurs, le Royaume-Uni et la France, le Conseil de sécurité de l'ONU leva les sanctions qu'il lui avait infligées en 1992.

Avant la fin de 2003, Bush et Antony Blair informèrent d'un accord avec la Libye, qui avait remis à des experts en renseignements britanniques et étasuniens de la documentation sur ses programmes d'armements non classiques et sur ses missiles balistiques d'une portée supérieure à trois cents kilomètres. [...] Cet accord, comme le révéla Bush, couronnait des mois de conversations entre Tripoli et Washington.

Kadhafi tint ses promesses de désarmement. En quelques mois, la Libye se débarrassa de ses cinq batteries de missiles Scud-C d'une portée de huit cents kilomètres et ses centaines de Scud-B d'une portée supérieures à trois cents kilomètres parmi ses engins défensifs de courte portée.

Un marathon de visites à Tripoli démarra en octobre 2002 : Berlusconi, en octobre 2002 ; José María Aznar, en septembre 2003 ; de nouveau Berlusconi en février, août et octobre 2004 ; Blair, en mars 2004 ; le chancelier allemand Schroeder, en octobre 2004 ; Jacques Chirac, en novembre 2004. [...]

Kadhafi parcourait l'Europe en triomphe. Il fut reçu à Bruxelles en avril 2004 par Romano Prodi, le président de la Commission européenne ; en août, il fut invité par Bush ; Exxon Mobil, Chevron Texaco et Conoco Philips mettaient la dernière main à la reprise de l'extraction de pétrole par des joint ventures.

En mai 2006, les USA faisaient savoir qu'ils retiraient la Libye de la liste des pays terroristes et qu'ils renouaient pleinement les relations diplomatiques.

En 2006 et 2007, la France et les États-Unis souscrivirent des accords de coopération nucléaire à de fins pacifiques. En mai 2007, Blair visite de nouveau Kadhafi à Syrte. La British Petroleum signa un contrat de prospection de gisements de gaz « extraordinairement important », selon les informations de l'époque.

En décembre 2007, Kadhafi se rendit deux fois en France et signa des contrats d'équipements militaires et civils pour dix milliards d'euros, et en Espagne, où il eut des entretiens avec le chef de gouvernement José Luis Rodríguez Zapatero. Il signa de très gros contrats avec d'importants pays de l'OTAN.

Pourquoi donc les États-Unis et les autres membres de l'OTAN ont-ils évacué maintenant leurs ambassades en Libye ?

Tout ceci est extrêmement curieux.

George W. Bush, le père de cette stupide guerre antiterroriste, avait déclaré le 20 septembre 2001 devant les élèves de l'école militaire de West Point : « Notre sécurité exigera... le recours aux forces militaires que vous commanderez et qui doivent prêtes à attaquer sur-le-champ n'importe quel sombre recoin du monde, et notre sécurité exigera que nous soyons prêts, le cas échéant, à déclencher des attaques préventives pour défendre notre liberté [...] Nous devons découvrir des cellules terroristes dans une soixantaine de pays... Aux côtés de nos amis et alliés, nous devons nous opposer à la prolifération et faire face aux régimes qui promeuvent le terrorisme en fonction de chaque cas. »

J'ajoute aujourd'hui que l'Afghanistan, un pays rebelle par tradition, fut envahi ; que les tribus nationalistes, autrefois alliées des États-Unis dans leur lutte contre l'URSS, ont été bombardées et massacrées. La sale guerre a gagné le monde entier. L'Iraq a été envahi sous des prétextes qui se sont avérés faux ; ses abondantes ressources pétrolières sont passées aux mains de sociétés yankees ; des millions de personnes ont perdu leur emploi et ont été contraintes de se déplacer dans le pays ou à l'étranger ; ses musées ont été pillés et d'innombrables citoyens ont perdu la vie ou ont été massacrés par les envahisseurs.

J'en reviens à mes Réflexions :

Une dépêche de l'AFP, daté de Kaboul aujourd'hui même, révèle :

« L'année passée a été la plus meurtrière pour les civils après neuf années de guerre entre les Talibans et les forces internationales en Afghanistan : presque 2 800 morts, soit 15 p. 100 de plus qu'en 2009, a affirmé ce mercredi un rapport de l'ONU qui insiste sur les coûts humains de ce conflit pour la population.

[...]

« Avec exactement 2 777 civils morts en 2010, la quantité de victimes a augmenté de 15 p. 100 par rapport à 2009, indique le rapport annuel conjoint de la Mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan...

« Le président Barack Obama a exprimé, le 3 mars, son "profond regret" au peuple afghan pour les neuf enfants tués, tout comme l'ont fait le général étasunien David Petraeus, commandant en chef de l'ISAF, et le secrétaire à la Défense, Robert Gates.

« ...le rapport de l'UNAMA souligne que le chiffre de civils morts en 2010 est quatre fois supérieur à celui des soldats des forces internationales tombés en combat cette même année.

Parlant de la Libye, j'avais écrit :

Pendant dix jours, on a entendu aux Nations Unies – entre Genève et New York – plus de cent cinquante discours sur les violations des droits humains, qui ont été repris des millions de fois à la télévision, à la radio, dans la presse écrite et sur Internet.

Notre ministre des Relations extérieures, Bruno Rodríguez, est intervenu devant ses pairs réunis à Genève dans le cadre de Conseil des droits de l'homme, le 1er mars dernier. Il y a dit notamment :

« La conscience humaine s'élève contre la mort d'innocents en toute circonstance et en tout lieu. Cuba fait tout à fait sienne l'inquiétude du monde devant les morts de civils en Libye et souhaite que son peuple règle d'une manière pacifique et souveraine la guerre civile qui s'y déroule, sans aucune ingérence étrangère et d'une façon qui garantisse l'intégrité de cette nation. »

[...]

« S'il est vrai que le droit humain essentiel est le droit à la vie, alors le Conseil est-il prêt à en expulser les États qui déclenchent une guerre ?

« Expulsera-t-il donc les États qui offrent un financement et une aide militaire à un autre État qui les utilise à des violations massives, flagrantes et systématiques des droits humains et à des attaques contre la population civile, comme cela se passe en Palestine ?

« Appliquera-t-il donc cette mesure à des pays puissants qui réalisent des exécutions extrajudiciaires sur le territoire d'autres États en recourant à une technologie de pointe, telle que les munitions intelligentes et les drones ?

« Qu'arrivera-t-il donc aux États qui acceptent d'héberger sur leur territoire des prisons secrètes illégales, qui facilitent le transit secret d'avions emportant des personnes séquestrées ou qui participent à la torture ? »

[...]

Nous sommes contre la guerre intestine en Libye, en faveur de la paix immédiate et du plein respect de la vie et des droits de tous les citoyens, sans intervention étrangère, car celle-ci ne servirait qu'à prolonger le conflit et à favoriser les visées de l'OTAN.

Il s'est produit hier, 31 octobre, un fait qui, comme tant d'autres, atteste de l'immoralité absolue de la politique yankee.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) venait d'adopter une résolution courageuse : octroyer à l'héroïque peuple palestinien le droit de participer comme membre à part entière, par 107 voix contre 14, avec 52 abstentions. Nous savons tous pertinemment pourquoi.

La représentante des États-Unis, suivant des instructions du Prix Nobel de la paix, a aussitôt déclaré que son pays, dès cet instant, suspendait toute contribution économique à cette organisation qui se consacre à l'éducation, à la science et à la culture.

Le ton dramatique qu'a pris cette dame pour annoncer la décision était vraiment de trop : bien que cynique, tout le monde s'y attendait.

Mais, comme si ce n'était pas déjà assez, une dépêche de l'AFP datée de Washington aujourd'hui à 16 h 05 nous apprend :

« Après le Sommet du G20... le président (Obama) et le président Sarkozy participeront à une cérémonie à Cannes pour commémorer l'alliance entre les États-Unis et la France », a indiqué la présidence étasunienne, qui a tenu à préciser que les deux dirigeants rencontreront aussi des « soldats étasuniens et français qui ont participé ensemble à l'opération » en Libye.

À suivre prochainement.

Fidel Castro Ruz

Le 1er novembre 2011

Source : Cuba.cu

<http://www.cuba.cu/...>

2 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 LE GENERAL BOUCHARD ADMET QUE LES INFORMATEURS DE L'OTAN EN LIBYE ETAIENT DES JOURNALISTES.

Dans un entretien accordé le 31 octobre 2011 à Radio Canada, le lieutenant-général Charles Bouchard, qui commanda l'Opération Unified Protector en Libye, révèle qu'une cellule d'analyse avait été installée au Quartier général de l'OTAN à Naples. Elle avait pour mission d'étudier et de comprendre ce qui se passait au sol, c'est-à-dire à la fois les mouvements de l'Armée libyenne et ceux des « rebelles ».

Pour nourrir cette cellule plusieurs réseaux d'information avaient été créés. « Les renseignements venaient de beaucoup de sources, dont les médias qui étaient au sol et nous donnaient beaucoup d'informations sur les intentions et où étaient les forces terrestres ».

C'est la première fois qu'un responsable de l'OTAN admet que des journalistes étrangers présents en Libye étaient des agents de l'Alliance atlantique. Peu avant la chute de Tripoli, Thierry Meyssan avait fait scandale en affirmant que la plupart des journalistes occidentaux hébergés à l'hôtel Rixos étaient des agents de l'OTAN. Il avait notamment mis en cause les équipes d'AP, BBC, CNN et Fox.

2-2 Rien d'étonnant donc à voir la Ligue Arabe servir l'OTAN !

Pour rappel (historique), La Ligue Arabe a été initiée parl'Angleterre pour empêcher certains pays qui voulaient sortir de l'emprise coloniale de gagner leur indépendance politique et financière.

Rien d'étonnant donc à voir la Ligue Arabe (controversée néanmoins.....) servir l'OTAN !

Après ce que la France et l'Angleterre ont appelé la victoire libyenne, la Syrie est dans le collimateur ! C'est un avant goût de l'étape suivante: l'Iran et par cette voie, intimider la Russie et la Chine.....

Tout cela occulte les mouvements d'opposition nés un peu partout dans le monde contre l'OTAN, bras armé de l'ONU.....

Restons vigilants !!!!!

Que tout cela ne nous empêche pas de continuer à dénoncer ces ingérences inacceptables des USA et des pays en mal de pouvoir (politique, énergétique etc....).

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Domenico Losurdo : La conclusion barbare d'une guerre colonialiste barbare.

Kadhafi assassiné

Il y a quelques jours Gianfranco Fini a exprimé ses regrets pour les hésitations initiales montrées en Italie à l'occasion du déclenchement de la guerre OTAN contre la Libye. Il est clair que le Président de la Chambre (des députés, NdT) n'arrive pas à rompre avec son passé de champion du fascisme et du colonialisme. Voici ce que j'ai écrit dans mon livre « Il linguaggio dell'Impero »[1]:

« Celui qui prend une position nette contre la politique d'Israël est facilement suspecté d'antisémitisme ; mais pourquoi faire valoir à sens unique cette herméneutique du soupçon ? Prenons, pour ce qui concerne l'Italie, un homme politique de premier plan comme Gianfranco Fini. Sa manœuvre de rapprochement de l'« Etat juif » a commencé il y a pas mal d'années quand il a jugé opportun de ne critiquer chez Mussolini que sa législation antisémite : « Jusqu'en 1938, c'est-à-dire une minute avant la signature des lois raciales [antisémites], je crois qu'il est très difficile de juger le fascisme de façon entièrement négative ». Et les lois raciales contre les « indigènes » (arabes et noirs) dans l'empire colonial fasciste ? Et les massacres en Ethiopie ? Et l'utilisation massive d'ypérite et de gaz asphyxiants, les camps de concentration ? Comme on peut voir, on ne critique du fascisme que l'antisémitisme, sans aucune prise de distance avec l'expansionnisme et le racisme colonial. On pourrait penser que les déclarations rapportées ci-dessus renvoient à une phase intermédiaire de l'évolution de Fini. Il n'en est rien. Le voici en 2004, déjà vice-premier ministre, se lancer dans une célébration acritique de la conquête et de l'occupation de la Libye, où « les Italiens ont aussi apporté, en même temps que les routes et le travail, ces valeurs, cette civilisation, ce droit qui représente un phare pour toute la culture, pas seulement la culture occidentale ».

[...]

En ce point il convient d'examiner comment un leader arabe (Kadhafi) a répondu à Fini : « Vous êtes maintenant devenu antifasciste, et voilà une chose juste. Je sais que vous avez aussi présenté vos excuses aux Juifs, pour ce que les fascistes italiens ont fait aux Juifs. Si vous faisiez aussi la même chose envers les Libyens, en présentant vos excuses aux Libyens, dans ce cas vous pourriez recevoir des éloges ».

On comprend bien qu'un nostalgique du colonialisme comme Gianfranco Fini ait été depuis le début parmi les plus ardents défenseurs de la guerre de l'OTAN. La supériorité morale de Kadhafi par rapport non seulement à Fini mais aussi aux bouchers de Washington et de Bruxelles est claire.

Publié sur le blog de l'auteur

jeudi 20 octobre 2011,

<http://domenicolosurdo.blogspot.com/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

3-2 Franklin Lamb : Six pays africains prépareraient des troupes pour les envoyer en Libye contre l'OTAN.

Les jours qui viennent seront un test pour la communauté internationale et on verra si le droit international prévaut en ce qui concerne la Libye.

Sinon, il est possible que la Libye ne s'enfonce encore davantage dans une guerre civile qui pourrait impliquer au moins six pays africains qui, selon les rapports, prépareraient des troupes pour les envoyer en Libye protéger les civils contre les forces de l'OTAN et qui arrivent pour aider à la reconstruction du pays que l'OTAN a criminellement, inutilement et largement détruit.

Original in english :

<http://countercurrents.org/lamb211011.htm>

Le 20 octobre 2011 au soir, la Maison Blanche, le bureau du Secrétariat d'Etat, le Comité aux relations étrangères du Sénat américain et l'ambassade libyenne à Washington ont reçu un fax envoyé par une équipe légale internationale constituée aux USA qui se préparait à partir pour la Libye.

Ces hommes de loi internationaux contactés par des amis et des membres de la famille de Kadhafi ont accepté de représenter le second fils de Kadhafi, Seif al Islam Kadhafi, pour le défendre contre l'inculpation lancée contre lui par la Cour Pénale Internationale le 26 juin 2011 ... Ils ont été informés

par les supporters de Kadhafi en Libye et par les pays voisins que le CNT et les dirigeants de l'OTAN avaient l'intention d'assassiner Seif al Islam pour l'empêcher de parler aux médias internationaux et à ceux qui le soutiennent depuis que son père lui a transmis le pouvoir en août 2011.

Seif projette d'annoncer sa candidature aux prochaines élections. Des sondages en Libye montrent qu'il récolterait près de 70% des voix si on l'autorisait à se présenter dans le pays désormais contrôlé par l'OTAN. L'auteur de cet article fait partie de ce groupe d'hommes de lois internationaux qui veulent obtenir justice pour leur client, Seif al Islam. Voici un extrait du fax que nous avons envoyé à Washington :

« Nous exigeons que si notre client, Seif al Islam al Kadhafi, était arrêté, il soit protégé tout de suite et que, s'il était blessé, il soit confié à la garde constante du Comité international de la Croix Rouge jusqu'à ce que nous puissions le rencontrer et mettre la dernière main aux mesures provisoires de protection que nous prenons pour garantir sa sécurité.

« Nous insistons pour que notre client ne soit ni interrogé ni questionné par des représentants de l'actuel gouvernement libyen ni par des enquêteurs de la Cour Pénale Internationale avant qu'il ait pu rencontrer ses avocats ou avant d'être remis d'éventuelles blessures.

« Les droits de Seif al Islam doivent être respectés en vertu du droit international et nous demandons au Conseil de Sécurité de l'ONU et aux organisations des droits de l'homme de faire le nécessaire pour protéger notre client.

« Nous demandons respectueusement à la Cour Pénale Internationale de mettre sous bonne garde les restes humains de Mouammar et Moutassim Kadhafi et de mener une enquête médico-légale préliminaire dans le but de poursuivre les responsables de ces assassinats extrajudiciaires.

« Selon les informations fournies par les amis et les membres de la famille de notre client Seif al Islam, il ne fait aucun doute que l'OTAN a ordonné son assassinat. Son meurtre a été planifié, avec sans doute l'approbation de la Maison Blanche, pour épargner à l'OTAN d'avoir à rendre des comptes à la communauté internationale si les récits des témoins et les preuves solides et documentées, concrètes et circonstanciées rassemblées au cours des six derniers mois mettaient en lumière la nature exacte des ravages infligés par l'OTAN à la Libye et à sa population civile.

« Nous ferons bientôt parvenir à la Cour Pénale Internationale une requête officielle pour demander la protection de notre client et son transfert, s'il était capturé, dans une résidence hors de Libye afin qu'il ne soit pas assassiné comme l'a été aujourd'hui son père, le colonel Mouammar Kadhafi.

« Nous avons l'intention de tenir le gouvernement actuel de la Libye, les USA et l'OTAN pour pleinement responsables du meurtre brutal du père de notre client et de son frère, Moutassim, et de tout abus ou dommage dont pourrait souffrir notre client, Seif al Islam.

« Nous avons l'intention de démontrer à la Cour que depuis le passage de la Résolution votée par le Conseil de Sécurité de l'ONU le 17 mars 2011, l'OTAN a ciblé de manière répétée des objectifs civils au cours de 9000 bombardements de la Libye dans le but d'assassiner le leader libyen, le colonel Kadhafi, ses conseillers et ses assistants les plus proches.

« Nous avons l'intention de démontrer à la Cour que l'OTAN a, de manière répétée, causé des dommages à d'autres personnes pour aboutir à l'assassinat de Mouammar Kadhafi et que ses meurtriers savaient qu'ils recevraient de grosses sommes d'argent s'ils tuaient le colonel Kadhafi pour l'empêcher de témoigner contre les officiels de l'OTAN et les leaders occidentaux qui ont dirigé les huit mois de destruction de la Libye. »

Les jours qui viennent seront un test pour la communauté internationale et on verra si le droit international prévaut en ce qui concerne la Libye. Sinon, il est possible que la Libye ne s'enfonçe encore davantage dans une guerre civile qui pourrait impliquer au moins six pays africains qui, selon les rapports, prépareraient des troupes pour les envoyer en Libye protéger les civils contre les forces de l'OTAN et qui arrivent pour aider à la reconstruction du pays que l'OTAN a criminellement, inutilement et largement détruit.

Franklin Lamb

Franklin Lamb fait partie de l'équipe d'avocats américains qui ont l'intention de défendre Seif al Islam contre les accusations lancées contre lui par la Cour Pénale Internationale.

(23 octobre 2011)

3-3 Bahar Kimyongür : Libye : Le sang du lion et le festin des rats.

Syrte ou la Stalingrad du désert, aura résisté de tout son sang contre la barbarie céleste de l'OTAN et ses mercenaires indigènes. Au milieu de ruines fumantes de la ville martyre, un lion est mort. Un lion qui, de son vivant comme dans sa trépas, aura rendu sa fierté à sa patrie, à son peuple, à son continent et à tous les damnés de la terre.

Autour de son corps agonisant, tels des rats affamés, les barbares du CNT et de l'OTAN se sont disputés des lambeaux de sa noble chair.

« C'est nous qui l'avons achevé » clament les rats du Shape et de l'Elysée.

« Non, c'est nous. » rétorquent les rats indigènes

Le corps lacéré de Kadhafi, c'est la Libye lacérée, donnée en pâtures à l'OTAN et au CNT.

La Libye de Kadhafi était un pays fier. Ses citoyens ne devaient pas quémander l'aumône à la porte des seigneurs européens.

La Libye de Kadhafi était un pays prospère. Elle était l'Eldorado de toute l'Afrique. Un pays de cocagne assurant le plein emploi.

La Libye de Kadhafi était un pays paritaire. Les femmes étudiaient et réussissaient mieux que les hommes. Les femmes décidaient. Les femmes dirigeaient. Les femmes combattaient.

La Libye de Kadhafi était un pays généreux. Ecoles gratuites munies d'équipements les plus modernes. Hôpitaux gratuits ne manquant de rien. Cette Libye a entre autres, financé RASCOM 1, un satellite de télécommunications qui allait permettre à tous les Africains de téléphoner quasi gratuitement, eux qui payaient les tarifs téléphoniques les plus chers au monde. L'Europe avait été jusqu'à coloniser les réseaux de communication africains, forçant le continent à verser 500 millions de dollars par an pour le transit vocal des Africains sur ses satellites.

La Libye de Kadhafi était un pays solidaire. Dotée d'un ministère chargée de soutenir la révolution mondiale, cette Libye a accueilli à bras ouverts tous les résistants du monde, a financé d'innombrables mouvements de libération : Black Panthers, militants anti-Apartheid, résistants chiliens, salvadoriens, basques, irlandais, palestiniens, angolais. Habités par leurs fantasmes primaires, des journalistes européens ont rapporté que des snipers féminins des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) avaient été enrôlés par Kadhafi. Pure intox. En revanche, les guerriers du mouvement de libération du Sahara occidental, le Front polissario, protégeaient bel et bien Tripoli de la barbarie de l'OTAN/CNT.

La Libye de Kadhafi a fait l'expérience de la démocratie directe. Kadhafi n'avait qu'un rôle symbolique, celui du vieux sage à la fois redouté et rassurant. La population était encouragée à débattre et à choisir sa destinée à travers les Comités populaires. Pas besoin de parlement ni de partis

Hélas, la Libye de Kadhafi n'est pas parvenue à faire vivre une démocratie durable. Les luttes personnelles ont pris le dessus sur les intérêts collectifs. Comme bien des révolutions, la Libye de Kadhafi a connu sa dégénérescence idéologique et son cortège de souffrances et d'injustices.

La Libye de Kadhafi n'est pas parvenue à instaurer la concorde entre clans et tribus de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

La Libye de Kadhafi a cru que seule la force viendrait à bout des djihadistes endiablés d'Al Qaida, des opportunistes et des renégats pro-occidentaux.

La Libye de Kadhafi a tenté de briser son isolement international, pensant que les rats de l'Elysée, du 10 Downing Street, du Palais Chigi ou de la Maison Blanche viendraient manger dans sa main. Ces rats se sont en réalité sournoisement glissés dans la manche de sa tunique. Ils ont saisi l'occasion pour infiltrer son pays, le saboter, le ruiner et le pomper pour un siècle.

A présent, les rats d'Europe et les rats du CNT étanchent leur soif dans la crinière du lion.

Mais le lion s'est dérobé à leurs griffes pour rejoindre Lumumba et Sankara, les autres enfants martyres de l'Afrique héroïque.

Buvez, hordes de lâches, buvez ! Que son sang brûle vos entrailles comme le Zaqqoum !

Pleurez patriotes libyens pleurez ! Que vos larmes engloutissent vos bourreaux et leurs armées !

Bahar Kimyongür

<http://www.michelcollon.info/Libye-Le-sang-du-lion-et-le-festin.html>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Procédure contre l'OTAN à Bruxelles

Bonjour :

Je suis le père de Feue Aicha Chlih, jeune fille assassinée par l'aviation de l'OTAN le 20 juin 2011 à Surmane en Libye.

J'ai mandaté Me Ghislain Dubois afin d'intenter un procès contre l'Alliance Atlantique près du tribunal de Bruxelles.

Je viens de recevoir de Me Dubois l'email lequel je vous soumetts en pj.

Lisez-le et vous comprendrez où en sont les choses et nos craintes : Les avocat et les magistrats sont mis à des pressions..

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le communiqué de presse que j'adresse ce jour dans le cadre de notre dossier vu les pressions dont les magistrats, et les avocats que nous sommes subissons parce que nous vous défendons.

Bien à vous,

ghislaindubois@skynet.be

Sujet: procédure contre l'OTAN à Bruxelles

Date: Mercredi 26 Octobre 15:46

Communiqué de presse:

Un citoyen libyen, Monsieur Khaled EL HAMIDI, et un citoyen marocain, Monsieur Abdellatif CHLIH, ont lancé devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles une procédure contre l'OTAN, à la suite d'un bombardement qui, le 20 juin 2011, tua l'épouse et les trois enfants de Monsieur EL HAMIDI et la fille de Monsieur CHLIH.

Cette demande en réparation des préjudices subis par les deux plaignants a pu être plaidée ce lundi 24 octobre 2011, sur les demandes avant dire droit en désignations d'experts. Le jugement doit intervenir le 22 novembre 2011.

Toutefois, le journal LA LIBRE BELGIQUE du 25 octobre 2011 (p. 16) rapporte que, "selon (le conseil de l'Etat belge qui a fait intervention volontaire à l'audience précitée en vue de soutenir l'OTAN qui, lui, a fait défaut), on peut difficilement envisager qu'une telle plainte aboutisse en Belgique, auquel cas l'OTAN finira par déménager vers un pays où son immunité sera garantie."

L'Etat belge avoue ainsi que les droits des victimes de l'OTAN doivent s'effacer devant l'intérêt de la Belgique à conserver sur son sol le siège de l'OTAN et le chantage de ce dernier sur l'Etat belge.

Maîtres Ghislain DUBOIS et Marcel CECCALDI, les deux conseils des plaignants, envisagent de saisir à ce sujet la Cour européenne des droits de l'homme dont l'Etat belge est signataire, afin d'assurer à leurs clients "le droit au juge", et le droit à un procès juste et équitable.

Ghislain DUBOIS

Avocat au Barreau de Liège

26, Rue du Chéra

4000 Liège

Tél.: 00.32.478.20.34.74

Fax: 00.32.42.31.16.18

BCE 0836.904.815

Barreau de Liège - règles de déontologie: <http://www.barreaudeliege.be/FR/Deonto.aspx>

Si possible de nous aider en lançant une campagne d'ation ou au moins d'information.

Fraternellement merci

Abdellatif CHLIH

Phone : +212 537 64 03 51

Mobile : +212 672 08 91 71

4-2 Khaled Hamidi : « J'ai tout perdu. Ma femme. Mes enfants. Mon pays »

Le Libyen Khaled Hamidi a déposé plainte en Belgique contre l'Otan. Désormais recherché par Interpol, il s'explique dans une interview au Caire.

ENTRETIEN DE CHRISTOPHE LAMFALUSSY.

7 NOVEMBRE 2011

C'est un homme en état de choc que "La Libre" a longuement rencontré dans un hôtel du Caire.

Un homme dont le destin a basculé en quelques minutes en juin dernier et qui se raccroche à quelques photos de famille. Un homme que le nouveau pouvoir libyen recherche à travers une notice rouge d'Interpol, et qui accuse, dans le même temps, l'Otan d'avoir décimé sa famille.

Khaled El Hamidi, 37 ans, fils d'un général libyen à la retraite, a perdu sa femme enceinte et ses deux enfants dans une frappe de l'Otan. Il a déposé plainte dans les mains de la justice belge. "J'ai tout perdu", nous dit-il dans le salon de l'hôtel. "Ma femme. Mes enfants. Mon pays. Ma maison. Mon argent."

Le vent a radicalement tourné pour ce jeune Libyen. Issu d'une famille aisée et très proche de Kadhafi, l'avancée des troupes du Conseil national de transition (CNT) l'a forcé à fuir le pays début septembre. Premier arrêt en Tunisie, puis au Caire où un ami lui a prêté un appartement.

"Ma famille est dispersée. Nous sommes devenus des exilés. Mais je crois en Dieu et au destin", ajoute-t-il.

Khaled El Hamidi ne comprend pas pourquoi l'aviation de l'Otan a frappé à huit reprises la maison de son père et de sa famille, le dimanche 20 juin à 1h45. Treize civils sont morts dans l'opération : sa femme Safa (34 ans), son garçon Khewldy (3 ans), qui avait fêté son anniversaire la veille, sa fille Khalida (4,5 ans), un neveu, une tante, un cousin, deux jeunes filles au pair marocaines, deux enfants du voisinage et plusieurs membres du personnel, dont un garde.

"Le samedi 19 juin, nous avons fêté l'anniversaire de Khewldy", raconte son père, les larmes aux yeux. "Il m'a dit le matin qu'il voulait aller à Eurodisney et devenir Spiderman. Je lui ai promis qu'on irait. L'après-midi, j'ai tourné en motocyclette autour de la maison pour les enfants. Il y en avait des tas pour l'anniversaire. Je suis sûr que l'Otan a vu cela, avec tous les moyens qu'elle a ! La dernière chose que mon petit garçon m'a dite, c'est "je t'aime plus que tout". Il m'a embrassé. Il avait trois ans."

Les forces du CNT avançant progressivement grâce aux frappes de l'Otan, la famille El Hamidi savait que la situation empirait. "J'ai dit aux jeunes que Kadhafi était un être humain, qu'il allait comme les autres mourir. Mais que la Libye ne mourra jamais."

En soirée, Khaled El Hamidi s'est rendu à sa maison de Tripoli. Il a dîné avec deux amis. Sur le chemin du retour, vers Sorman, où se trouve la résidence familiale, quelqu'un a appelé son téléphone portable. "Nous étions proches de la maison", dit-il. "La dernière explosion a été horrible. Quand je suis arrivé, il ne restait plus rien."

A plusieurs reprises, l'Otan a expliqué à la presse avoir visé à Sorman un "centre de commandement et de contrôle militaire" des forces pro-Kadhafi, mais le récit de El Hamidi contredit cette version. Dans la tradition arabe, la maison visée abritait toute la famille. Elle était hérissée d'une dizaine de coupes satellite permettant, selon Khaled El Hamidi, de recevoir la télévision dans chacune des chambres. Le compound comprenait une maison en forme de "L", une annexe et deux tentes bédouines. Avec une précision redoutable, les huit bombes ont tout détruit - sauf la chambre où le patriarche de la famille dormait.

Le père du plaignant, l'ancien général Khouildi El Hamidi, 70 ans, en a donc réchappé. Il fut l'un des douze compagnons de la révolution que Kadhafi mena en 1969 pour renverser la dynastie al-Senussi. Après avoir été brièvement détenu en Tunisie début septembre, il a été laissé libre, avec interdiction de quitter le territoire tunisien.

"Mon père était très proche du régime, il était une figure historique, mais n'était plus dans l'armée. Il n'avait pas d'activité politique", dit-il, en ajoutant : "Même si mon père était le diable et avait tué des civils, pourquoi tuer des enfants, pourquoi cette famille ? Vous êtes venus avec une résolution pour protéger des civils !"

Les El Hamidi étaient proches des Kadhafi. L'une de leurs filles a été mariée à Saadi Kadhafi, troisième fils du leader, grand amateur de football, dont les frasques dans les boîtes d'Italie et d'ailleurs ont défrayé la chronique. Il est aujourd'hui réfugié au Niger, et également recherché par Interpol.

Khaled El Hamidi, qui gérait à Tripoli une société de conseil en ingénierie, a souvent parlé de ses projets avec Kadhafi. Ancien étudiant à Genève, il joua un rôle d'intermédiaire pour le gouvernement libyen lors de l'arrestation de deux hommes d'affaires suisses et était à la tête d'une organisation humanitaire qui aide des enfants palestiniens de Gaza. Il décrit aujourd'hui Kadhafi comme un homme arrogant et qui avait perdu tout sens des réalités. Mais il souligne aussi son héritage, notamment son action en Afrique.

Sur son Iphone, Khaled El Hamidi a enregistré les vidéos qui montrent la capture de l'ancien leader libyen. Dans l'une d'elles, on voit un jeune milicien abuser sexuellement de Kadhafi. "Quelle humiliation pour ce vieil homme !", dit-il, persuadé que le leader libyen "n'a compris qu'au dernier moment que son heure était venue". Dans une autre, on voit un autre fils de Kadhafi, Mouatassim, hirsute, assis par terre dans une pièce. Il a été arrêté vivant. Il a été exécuté.

Le jeune Libyen est pessimiste pour l'avenir de la Libye. Il croit que la guerre n'est pas finie et que les tribus proches de l'ancien leader vont se rebeller. "A Syrte", dit-il, "ils ont tué près de 1 000 membres de la tribu de Kadhafi. Le problème des Occidentaux, c'est qu'ils sont naïfs. Ils n'évaluent pas la culture des pays dans lesquels ils interviennent."

Khaled El Hamidi a décidé de porter plainte contre l'Otan trois jours après le bombardement, le jour même où il retrouva le corps de ses enfants dans les décombres. Il réclame des "excuses" de l'Alliance atlantique et des compensations au civil. L'affaire a été confiée à deux avocats, le Français Marcel Ceccaldi et le Belge Ghislain Dubois. Le père d'une des baby-sitters marocaines, Aïcha Chlih, s'est joint à la plainte civile en dommages et intérêts.

Le 22 novembre, une juge du Tribunal de Première instance de Bruxelles se prononcera indirectement sur la recevabilité de la plainte en autorisant, s'il le faut, la désignation de deux experts. Dans cette procédure très embarrassante, les Affaires étrangères belges représentent l'Otan, car elle dispose de l'immunité sur le territoire belge. L'Otan n'intervient directement dans la justice belge qu'en matière commerciale. L'avocat des Affaires étrangères craint que si ce genre de plaintes se multiplie en Belgique, l'Otan déménagera dans un pays où son immunité est garantie.

"Je pourrais devenir un kamikaze et me faire exploser devant Sarkozy", dit Khaled El Hamidi. "Pour moi, l'Europe, c'était la patrie des droits de l'homme. Après ce qui m'est arrivé, je hais l'Occident. Mais j'ai foi encore en la justice. Je sais - j'ai visité Bruxelles - que les Belges ont un grand cœur. Je demande à la Belgique d'entendre ma plainte."

C'est lui-même qui annoncera à "La Libre", quelques heures après l'interview, qu'une notice rouge d'Interpol a été élaborée sur lui à la demande du nouveau gouvernement libyen. Khaled El Hamidi figure parmi les 57 Libyens recherchés par Tripoli. Il est recherché pour "des crimes impliquant l'usage d'armes et d'explosifs".

Selon nos informations, les Libyens lui reprochent d'avoir joué un rôle actif dans une tentative de reprise aux forces du CNT des villes de Zawiya et de Sabrata, à l'ouest du pays.

"Je crois", dit-il, "qu'ils veulent m'empêcher de me battre sur le plan légal en Belgique. Ils me reprochent d'avoir eu des armes. Mais tout le monde porte des armes en Libye". On en saura pas plus. Mais une chose est sûre : les cartes ont changé de mains.

Interview de Christophe Lamfalussy

La Libre.be,

07/11/2011

<http://www.silviacattori.net/article2300.html>

4-3 Lettre ouverte adressée à Monsieur BAN KI-MOON Secrétaire Général des Nations Unies.

Kinshasa, le 22/10/2011

Monsieur,

C'est avec amertume et indignation que l'Humanité vient d'assister au bombardement par l'OTAN du convoi de Mouammar KADHAFI, son arrestation, son assassinat ignoble puis la mutilation de son cadavre. Quelle image de droit de l'homme avez-vous montré aux Nations ? Ayant résisté à l'agression de son pays par l'OTAN, la Cour Pénale Internationale lancera un mandat d'arrêt contre le colonel Kadhafi, arrêté puis assassiné directement, c'est-à-dire que l'impérialisme Américain, Britannique et Français sous la bénédiction de votre institution vient d'introduire une nouvelle notion de droit de l'Homme, ne pas juger les résistants que vous qualifiez arbitrairement de terroristes ou de dictateurs.

Depuis l'accession de MANDELA au pouvoir, l'apartheid est démantelé en Afrique mais le CNT, la branche rebelle de l'OTAN vient d'installer au nord de l'Afrique une nouvelle forme d'apartheid où les noirs Africains doivent connaître un traitement inhumain et dégradant. Voulez-vous laissez l'apartheid en LIBYE en échange de la politique des ETAS-UNIS d'Afrique que MOUAMMAR KADHAFI voulait installer pour notre continent ?

L'annonce de son décès à été confirmé par OBAMA, SARKOZY et CAMERON. L'OTAN vient d'annoncer la fin de sa mission en LIBYE. Ceci démontre que l'objectif final de la mission de l'OTAN était l'assassinat du colonel KADHAFI. En droit de guerre lorsque vous arrêtez un ennemi, une fois ce dernier est assassiné entre vos mains cet acte constitue l'infraction de crime contre l'humanité. L'assassinat de KADHAFI fait partie de crime contre l'humanité qui porte la signature de votre Institution.

Nous voici en face de la violation intentionnelle des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU par l'OTAN. Qui va encore respecter les résolutions de ce Conseil de Sécurité ?

Monsieur le Secrétaire Général,

Quel rôle avez-vous attribué à l'armée Française en Afrique ?

La Côte d'Ivoire et la Lybie définissent clairement ce rôle ; bombarder les résidences des Chefs d'Etats Africains puis arrêter ou assassiner ceux qui n'obéissent pas aux diktats de l'Impérialisme ? Lorsque l'OTAN assassine un chef de l'Etat sous votre barbe ceci discrédite votre mandat.

OBAMA, SARKOZY et CAMERON sont civilement responsables de l'agression de la LIBYE puis de l'assassinat de son président MOUAMMAR KADHAFI. Monsieur SARKOZY vient de nous faire revivre en image des exploits autrefois de l'armée Française en Algérie. Dites - lui de remettre l'argent de KADHAFI utilisé pour sa campagne électorale. Stop : que SEIF EL ISLAM ne soit pas tué comme son père, car nous avons besoin de sa présence pour connaître le montant de la dette de SARKOZY envers la Lybie de KADHAFI.

Qui trompe qui ?

La crise actuelle est l'effondrement du système capitaliste. Les dirigeants qui n'acceptent pas vos diktats et le pillage de leurs richesses tombent sous vos balles. Oui KADHAFI, symbole de notre lutte anti-impérialiste, assassiné aujourd'hui par l'OTAN devient Héros du combat des peuples pour la liberté. Les nations membres du Conseil de Sécurité portent entière responsabilité de la destruction des infrastructures en LIBYE et de l'assassinat de son Chef de l'Etat. Les missions criminelles de la France sous Sarkozy doivent être examinées systématiquement par la Gauche Africaine et en tirer les conclusions responsables. La guerre coloniale contre l'Afrique est une manière de cracher sur les tombes de nos pères des indépendances Africaines. Ceci est inacceptable. Notre Parti Politique croit que nos actions en justice contre l'armée Française ne bénéficieront point votre appui mais auront un soutien des anti-impérialistes du monde entier. Karl Marx disait : «un peuple qui opprime un autre ne saurait être un

peuple libre». Cessez ces sales missions de la recolonisation de l'Afrique. Retenez bien, ce projet de la recolonisation de l'Afrique ne réussira point. Car les hommes libres et indépendants à travers le monde participeront avec nous dans ce combat pour l'indépendance réelle de l'Afrique.

L'histoire acquittera le Colonel MOUAMMAR KADHAFI

La guerre impérialiste menée par l'OTAN contre la LIBYE vient de se solder par l'assassinat de son président. Il est nécessaire que nos lecteurs puissent connaître le portrait de la LIBYE sous le règne de KADHAFI et comparer plus tard ce que deviendra ce pays sous domination des USA, de la France et de la Grande Bretagne.

Avec le Colonel KADHAFI, l'éducation et les soins de santé étaient gratuits, l'eau et l'électricité à usage domestique étaient gratuites, les citoyens ne payaient pas l'impôt et la TVA n'existait pas. Les banques libyennes accordaient des prêts sans intérêts. Pour créer une affaire privée on bénéficiait d'une aide financière de 20.000 dollars, si quelqu'un voulait acheter une voiture, les 50% du prix étaient réglés par l'Etat, les libyens bénéficiaient d'un « crédit » de 20 ans sans intérêt pour construire leurs maisons, l'inflation «IPC» était de 6,3%, la croissance du «PIB» était de 8,5%, la dette extérieure était nulle. La Libye est le dernier pays sur la liste des pays endettés. La dette publique est à 3,3% du « PIB » contrairement en France où elle est de 84,5%, aux Etats-Unis de 88,9% et au Japon à 225,8%. Kadhafi est resté avec son grade de colonel jusqu'à sa mort, il s'est jamais autoproclamé « Général-Maréchal » comme ailleurs. Le taux de chômage 3% de la population active et les chômeurs étaient payés. Le coût de la vie en Libye est beaucoup moins élevé que celui qui prévaut en France ou aux USA par exemple, le prix d'une demi baguette de pain en France est environ 0,40 Euros, tandis qu'en Libye il est 0,11 Euros. Voici le portrait de la Libye de KADHAFI que l'OTAN vient de détruire.

L'unique péché que le Colonel a commis est d'avoir collaboré avec l'impérialisme vers la fin de son règne car vous l'aviez proposé par ruse en vue de privatiser les entreprises. Vous aviez changé les indications sociales du peuple en une soit disant révolution. Voyons voir la suite de votre démocratie. Que représente aujourd'hui la Somalie après le passage des Yankees ? Ne transformez pas la Libye en Somalie. La flamme de lutte pour l'Unité Africaine que KADHAFI a semé ne s'éteindra point. Nous allons poursuivre ce combat jusqu'à la victoire finale.

Gloire éternelle, Hommage au guide, le Colonel MOUAMMAR KADHAFI, symbole de l'Indépendance, de la Liberté, et de la Souveraineté des peuples.

MOUAMMAR KADHAFI, te voici retrouver le chemin de Patrice Emery Lumumba, de Thomas SANKARA, de AGOSTINO Neto, NKRUMAH, des enfants de SOWETO, de Mzée Laurent Désiré

KABILA, de MULELE... Dis leurs que l'Impérialisme est en perte de vitesse à cause de la crise du capitalisme qui sévit chez lui.

BOSWA ISEKOMBE Sylvère

Secrétaire Général de kah

Kinshasa, le 22/10/2011

5 Opinion

5-1 Gilles Munier :L'agression de la Syrie par l'OTAN pourrait dérapé en un conflit de grande ampleur.

La presse israélienne s'est inquiétée de la présence en Méditerranée de plusieurs navires de guerre russes (1), mais ce n'est rien à côté de ceux qui se profilent à l'horizon (2). Le porte-avions Maréchal Kouznetsov a quitté Mourmansk le 13 novembre. A bord, une trentaine d'avions de chasse et des d'hélicoptères, des missiles à capacité nucléaire d'une portée de 550 km. Le destroyer anti-sous-marin Amiral Chabanenko fait partie de l'escadre qui l'accompagne. Après des exercices en mer de Barentz, le Kouznetsov a pris la direction de la Méditerranée orientale via l'Atlantique nord. Il devrait mouiller à Tartous mi-janvier, où il sera sans doute rejoint par des éléments de la flotte russe de la mer Noire, comme cela a été le cas en 2008. L'attaque de la Syrie par l'OTAN – France et Turquie en tête - a pour objectif le renversement du président Bachar al-Assad et la mise hors-la-loi du parti Baas syrien. Abdelhalim Khaddam, ancien vice-président syrien réfugié à Paris, ou Rifaat al-Assad, autre ancien vice-président, réfugié en Espagne, qui complotent concurremment pour s'emparer de la direction du parti, se bercent d'illusions s'ils croient que les Frères Musulmans laisseraient l'un d'entre eux accéder au pouvoir.

Vladimir Poutine : Que la France s'occupe de ses oignons !

Nicolas Sarkozy n'a tiré aucun d'enseignement des conséquences catastrophiques provoquées par l'effondrement du régime libyen. Il s'apprête à reconnaître officiellement le CNS (Conseil National Syrien) qui devrait ménager dans les locaux de l'ambassade, rue Vanneau. Le Canard enchaîné a révélé que des instructeurs du Service action de la DGSE, du COS (Commandement des opérations spéciales) et du MI6 britannique forment les extrémistes armés de l'Armée syrienne libre (ASL) à la guérilla urbaine, au Liban et en Turquie (3). Des livraisons d'armes sont effectuées clandestinement. Si la Ligue Arabe le demande – Alain Juppé fait tout pour cela – la France s'associera aux sanctions imposées au peuple syrien, notamment en suspendant ses transactions financières et commerciales, et les vols vers Damas et Alep. Les Syriens résidant en France, pro-Assad ou simplement opposés à l'agression de leur pays, seront inquiétés, expulsés ou assignés à résidence. La diabolisation du régime baasiste et ses déficiences en matière de communication médiatique sont telles qu'il ne faut pas s'attendre à ce que le mouvement anti-guerre mobilise de grandes foules, sauf si la guerre dérape en conflit de grande ampleur.

A Moscou, le 18 novembre dernier, Vladimir Poutine a dit clairement à François Fillon qu'en Syrie la France ferait mieux « de s'occuper de ses oignons » (4). Sergueï Lavrov, son ministre des Affaires étrangères, a qualifié de « provocations politiques à l'échelle internationale » (5), les pressions exercées par les Occidentaux sur l'opposition syrienne pour qu'elle dénigre les réformes démocratiques initiées par le président Bachar al-Assad et ses offres de dialogue. Espérons que la présence de la flotte russe en Méditerranée sera suffisante pour calmer les ardeurs guerrières de Nicolas Sarkozy et des faucons de l'OTAN.

Gilles Munier

(1) Report: Russia warships to enter Syria waters in bid to stem foreign intervention (Haaretz – 18/11/11)

<http://www.haaretz.com/news/middle-east/report-russia-warships-to-enter-syria-waters-in-bid-to-stem-foreign-intervention-1.396359>

(2) Le porte-avions Maréchal Kouznetsov se prépare à croiser dans les eaux chaudes.

<http://www.rusnavyintelligence.com/article-le-porte-avions-russe-amiral-kouznetsov-se-prepare-a-croiser-dans-les-eaux-chaudes-85433995.html>

(3) Une intervention « limitée » préparée par l'OTAN en Syrie, par Claude Angeli (Le Canard Enchaîné - 23 /11/11)

(4) Syrie : Moscou invite la France à s'occuper de ses « oignons ».

<http://www.rtl.fr/actualites/international/article/syrie-moscou-invite-la-france-a-s-occuper-de-ses-oignons-7736233227>

(5) Syrie: Moscou dénonce des « provocations » occidentales

<http://fr.rian.ru/world/20111121/192063188.html>

Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/>

5-2 Manlio Dinucci : La « Libye libre » d'Hillary Clinton.

Accueillie à l'aéroport de Tripoli par une foule de miliciens au cri de « Allah Akbar », la secrétaire d'Etat Hillary Clinton s'est dite « fière de poser le pied sur le sol d'une Libye libre ».

Donc, après avoir rencontré le président du Cnt Mustapha Abdel Jalil, elle a tenu une conférence de presse dans un centre islamique pour préciser de quelle manière les Etats-Unis entendent contribuer à l'avenir du pays. Avant tout l'OTAN continuera à « protéger les civils libyens tant que n'aura pas cessé le danger constitué par Kadhafi et ses acolytes ». Les termes temporels sont assez vagues : selon un haut fonctionnaire de la suite de Clinton, Kadhafi et les siens sont restés un « élément létal de troubles » qui pourrait bloquer l'évolution du pays. Ceci signifie que l'OTAN se prépare à surveiller la Libye avec ses propres forces militaires.

Clinton a ainsi abordé le thème de la reconstruction économique, en soulignant que la Libye a « la chance de posséder des richesses et des ressources ». Ce dont elle a besoin ce sont des « expertises et une

assistance technique internationales ». Dans ce but sera créé un comité conjoint étasunien-libyen, pour définir les priorités du pays. Tout comme ils sont en train de le faire en Tunisie et en Egypte, les Etats-Unis établiront un partenariat avec la Libye, pour renforcer le commerce, les investissements et les liens entre les entreprises des deux pays et intégrer plus étroitement la Libye dans les marchés globaux. Le programme ne laisse pas de doutes : les Etats-Unis, en passant par-dessus les autres « amis de la Libye » parmi lesquels l'Italie, ont l'intention d'amener le pays africain dans leur sphère de domination économique.

C'est dans ce cadre que s'insère l'« assistance économique » à la Libye. Jusqu'à présent, a admis Clinton, elle a été relativement maigre, à cause de la politique d'austérité et d'une forte opposition du Congrès. De février jusqu'à maintenant les Usa ont fourni au Cnt des aides d'un montant de 135 millions de dollars. Bien peu de choses, si on considère que les fonds souverains libyens congelés en février dernier dans des banques étasuniennes (par une opération qui, dans le code pénal, s'appelle « rapine à main armée ») se montent à environ 32 milliards de dollars. Le Trésor Usa l'a qualifiée de « plus grosse somme d'argent jamais bloquée aux Etats-Unis », s'engageant à la garder « en dépôt pour l'avenir de la Libye ». Jusqu'à présent cependant il l'a gardée bien étroitement : ce que Washington a donné au Cnt se monte à 0,4% des capitaux libyens confisqués. A Tripoli, Clinton a annoncé que « nous sommes en train de travailler pour restituer des milliards de dollars des capitaux congelés ». Quand et dans quelle mesure, cela dépend clairement de la disponibilité du nouveau gouvernement libyen à ouvrir les portes du pays aux multinationales étasuniennes et à mettre l'économie sous la supervision de Washington, soit directement soit à travers le Fonds monétaire international.

En fonction de ce plan, Clinton annonce qu'allait être doublé le nombre d'étudiants libyens formés aux Etats-Unis avec le programme Fulbright et que seront ouverts dans toute la Libye de nouveaux cours de langue anglaise avec des enseignants étasuniens. Ce seront des écoles non seulement de langue mais aussi de démocratie : ceci étant garanti par le fait que « le Gouvernement des Etats-Unis soutient les droits humains partout et pour quiconque ».

Edition de jeudi 20 octobre 2011 de il manifesto

Manlio Dinucci (ilmanifesto.it)

Le 20 octobre 2011

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27192>

www.Mondialisation.ca

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

6-1 Franklin Lamb : LA LIBYE DE L'OTAN : UNE PLONGEE DANS LA TERREUR ET LA VENGEANCE

La « Terreur » a envahi la « nouvelle Libye » et se répand inexorablement avec l'aide des unités spéciales des états membres de l'OTAN, dont la France, les Etats-Unis et l'Angleterre, connues localement sous le nom de « escadrons de disparition ».

La Terreur est une des conséquences de l'empressement de l'ONU à « protéger la population civile » au printemps dernier et elle gagne du terrain.

Dans la Libye "made in OTAN", le racisme et la violence contre les ressortissants africains se donnent libre cours. Ce ne sera pas pour déplaire aux dirigeants européens...

C'est la raison pour laquelle les inspecteurs des droits humains sont arrivés à Benghazi, en Libye, cette semaine.

« Il y a environ 1085,92082238 kilomètres ou 600 miles du Caire à Benghazi » me dit la jolie employée de l'agence de voyage qui se trouve à deux maisons du café suédois près de la place Tahrir pour m'inciter à faire le voyage dans un bus à impériale de luxe du Caire à Benghazi. Finalement j'ai décidé de monter dans un vieux camion, ce qui m'est revenu trois fois moins cher, pour traverser le désert égyptien et libyen et me rendre au tribunal de Benghazi.

C'était sûrement la meilleure solution après les réunions que j'avais eues dans des pays voisins, surtout si l'on considère que l'alternative était de prendre un avion pour Tunis, puis un autre pour Jerba et ensuite de rouler six heures dans un bus bondé pour Tripoli. J'y étais déjà allé plusieurs fois en passant par le désert et je voulais être au plus vite à Benghazi pour rencontrer des gens détenus dans une des prisons surpeuplées de la ville.

Jusqu'à ce que le CNT en décide autrement hier, tous ceux qui avaient un passeport américain n'avaient pas besoin de visa pour entrer en Libye, tellement le CNT était reconnaissant de toute l'aide financière accordée par les contribuables américains, la plus grande part secrètement, aux officiels du CNT en plus de leur offrir un pays doté de vastes réserves de pétrole et sans dette nationale.

Une des habitudes linguistiques commodes de cette partie du monde est la grande tolérance qui préside à la translittération de l'arabe dans les autres langues ; cela facilite beaucoup la tâche de ceux qui ne connaissent pas bien l'arabe. Et tout le monde sait qu'il y a de multiples manières d'écrire les mots arabes et que la plupart sont acceptées.

Mais en Libye aujourd'hui il faut être très attentif pour saisir l'importante distinction entre certains mots anglais quand on se réfère au sort qui attend de plus en plus de supporters du régime de Kadhafi. On entend souvent dire que quelqu'un « a disparu » ce qui, selon sa position politique, est généralement une bonne nouvelle car cela signifie que la personne a fui, qu'elle se cache ou qu'elle a quitté le pays et est en sécurité. Mais cela peut vouloir dire aussi qu'elle « est une personne disparue » ce qui signifie alors qu'elle est tombée aux mains du nouveau régime et qu'elle a disparu, probablement pour toujours, sans que ceux qu'elle laisse derrière elle puissent jamais retrouver sa trace.

Pour avoir rencontré des réfugiés (disparus) libyens qui ont fui pour échapper aux neuf mois de bombardement de l'OTAN et qui se trouvent maintenant dans des pays voisins et pour avoir rencontré en Libye d'anciens officiels incarcérés et des membres de leurs familles ainsi que des opposants en fuite du nouveau « gouvernement », j'ai la conviction que cela va dégénérer en un paroxysme de vengeance et de nettoyage ethnique.

Ceux que les « escadrons de disparition » ciblent de plus en plus sont des membres des familles, des proches et même d'anciens domestiques, tels que jardiniers, hommes à tous faire et personnel de maison, d'anciens tenants du précédent régime. Les maisons, les meubles, les voitures d'anciens tenants du régime sont systématiquement confisqués.

La torture est devenue la manière habituelle d'obtenir des informations sur des personnes susceptibles de continuer à soutenir l'ancien régime. Selon un ancien officiel libyen qui a échappé de peu à un escadron français et qui se trouve maintenant en Egypte c'est « pour la même raison que les drones sont si populaires dans votre armée des Etats-Unis, c'est parce que la torture est efficace. Pas à 100% mais ça marche mieux que le reste. »

Il semblerait que certains éléments du CNT soient en train de développer une paranoïa à la Tell Tale Heart* qui leur fait penser que s'il restait en Libye un seul supporter de Kadhafi, cela signifierait le retour de ses positions sur le rôle de la Libye vis à vis de l'Occident, et la restauration de ses projets pour l'Afrique, le contrôle des ressources naturelles et ses relations avec le Moyen Orient en rapide mutation.

Les membres du CNT de l'OTAN sont inquiets à l'idée qu'ils pourraient faire l'objet d'une enquête du Tribunal Pénal International depuis que son procureur a déclaré que les crimes allégués de l'OTAN en Libye seraient examinés « de manière impartiale et indépendante ». Des avocats occidentaux qui se trouvent en ce moment en Libye pour aider les victimes des crimes commis par l'OTAN sont consultés étrangement par des membres du nouveau régime qui craignent d'être poursuivis par le Tribunal Pénal International.

C'est aussi une des raisons pour lesquelles les rumeurs sur la reddition de Saif al Islam sont fausses. Les conseillers de Saif lui enjoignent de rester tranquille et d'attendre parce que les accusations du Tribunal Pénal International vont tomber au fur et à mesure que les crimes de l'OTAN seront dévoilés. De même il est conseillé à d'anciens officiels libyens de rester cachés dans des endroits sûrs parce que le temps est sans doute de leur côté.

Il est conseillé aux officiels des gouvernements de pays qui bordent la Libye d'accueillir les supporters du l'ancien gouvernement de Libye et de refuser les demandes d'extradition car ce qui se passe actuellement à la Haye pourrait bien aboutir à une enquête pour crime de guerre.

L'OTAN fait actuellement pression sur la Tunisie pour qu'elle ne change pas d'avis en refusant d'accéder à la demande du CNT d'extrader l'ancien premier ministre libyen, Baghdadi al-Mahmoudi. L'OTAN est inquiet parce que des avocats américains ont recommandé le mois dernier à Baghdadi de demander le statut de réfugié politique de l'ONU auprès du Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés pour essayer d'empêcher son extradition de Tunisie. Le 11.11.2011 l'ONU a accusé réception de la demande du Docteur Baghdadi.

Le CNT et l'OTAN sont aussi inquiets parce la Haye fait une enquête interne globale sur la légalité de toutes les occurrences où les bombardements de l'OTAN ou autres actes de l'OTAN et du CNT ont causé la mort de civils. Une équipe dirigée par des Américains est en train d'achever une enquête de six mois dont les résultats doivent être communiqués au Tribunal Pénal International et portés à la connaissance du public bientôt.

L'ancien premier ministre par intérim Mahmoud Jibril a démissionné récemment —et d'autres vont le suivre— sous la pression des Islamistes et de beaucoup d'autres personnes qui se souviennent de ce qu'il a fait quand il était Ministre de la Justice du régime précédent et aussi parce qu'il a peur qu'une enquête soit ouverte contre lui par le Tribunal Pénal International à cause des décisions qu'il a prises pendant les huit mois derniers, décisions dont on commence à apprendre la teneur.

Après avoir affirmé que Kadhafi avait été tué après avoir été pris vivant ce qui constitue clairement un crime de guerre, Jibril affirme maintenant que ce n'est pas lui qui a donné l'ordre d'assassiner Kadhafi pas plus que son ancien ami le Général Younis, mais, comme il l'a expliqué hier à une conférence de presse, au milieu des ricanements des journalistes, que c'est « quelqu'un d'autre, possiblement un état ou un président ou un leader quelconque, qui voulait que Kadhafi soit tué pour qu'il ne révèle pas les nombreux secrets qu'il était seul à détenir. »

Jibril n'a pas dit que Kadhafi savait aussi beaucoup de choses sur lui et d'autres officiels du CNT et qu'il n'est pas le seul à l'OTAN et au CNT à craindre une enquête du tribunal Pénal International.

C'est ce contexte qui favorise l'instauration de la terreur en Libye.

Note :

* Le Cœur révélateur (The Tell-Tale Heart) est une nouvelle publiée par Edgar Allan Poe en 1843.

Elle raconte l'histoire d'un personnage de sexe inconnu qui est le majordome d'un vieil homme.

Ce personnage essaie de convaincre le lecteur de sa lucidité et de sa rationalité mais le lecteur n'aura d'autre choix que de croire le contraire. Le peu de détails entourant les deux protagonistes de l'histoire entraîne le lecteur dans le mystère.

Cette nouvelle a été traduite en français par Charles Baudelaire.

Franklin Lamb

* Franklin P. Lamb, est conseiller juridique de la Fondation Sabra et Chatila, ancien conseiller de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants des Etats-Unis et professeur de droit international au Northwestern College (Oregon).

mercredi 16 novembre 2011

6-2 Des guerres de l'opium aux guerres du pétrole.

« La mort de Kadhafi est un tournant historique » : proclament en chœur les dirigeants de l'OTAN et de l'Occident, lesquels ne se préoccupent même pas de prendre des distances avec l'assassinat barbare du leader libyen et des mensonges éhontés énoncés à ce propos par les dirigeants des « rebelles ». Et pourtant, il s'agit en effet d'un tournant. Mais pour comprendre la signification que la guerre contre la Libye revêt dans le cadre de l'histoire du colonialisme, il convient de partir de plus loin...

Tandis qu'en 1840 les navires de guerre anglais se déploient devant les côtes et les villes de la Chine, les agresseurs disposent de la puissance de feu de milliers de canons et peuvent semer la mort et la destruction à grand échelle, sans craindre d'être touchés par l'artillerie ennemie, dont la portée est bien plus réduite. C'est le triomphe de la politique de la canonnière : le grand pays asiatique et sa civilisation millénaire sont obligés de capituler ; commence alors ce que l'historiographie chinoise définit à juste titre comme le siècle des humiliations, qui prend fin en 1949, avec l'avènement au pouvoir du Parti communiste et de Mao Zedong.

De nos jours, la dite Revolution in Military Affairs (RMA) a créé pour de nombreux pays du Tiers Monde une situation semblable à celle qu'avait affrontée la Chine en son temps. Au cours de la guerre contre la Libye de Kadhafi, l'OTAN a pu tranquillement effectuer des milliers de bombardements non seulement sans subir la moindre perte mais sans même non plus risquer de la subir. Dans ce sens, plutôt qu'à une armée traditionnelle, la force militaire de l'OTAN ressemble à un peloton d'exécution ; si bien que l'exécution finale de Kadhafi, plutôt qu'être un hasard ou un incident de parcours, révèle le sens profond de l'opération dans son ensemble.

C'est une donnée de fait : la disproportion technologique et militaire renouvelée relance les ambitions et les tentations colonialistes d'un Occident qui, comme le montre l'autoconscience et fausse conscience exaltée qu'il continue à afficher, refuse de régler réellement ses comptes avec son histoire. Et il ne s'agit pas seulement d'avions, de navires de guerre et de satellites. Plus net encore est l'avantage sur lequel Washington et ses alliés peuvent compter en ce qui concerne les capacités de bombardement multimédiatiques. Une fois de plus, l'« intervention humanitaire » contre la Libye est un modèle de question de cours : la guerre civile (déclenchée grâce aussi à l'action prolongée d'agents et d'unités militaires occidentaux et au cours de laquelle les soi-disant « rebelles » dès le début pouvaient disposer même d'avions) a été présentée comme un massacre perpétré par le pouvoir sur une population civile sans défenses ; par contre, les bombardements OTAN qui, dernièrement, se sont acharnés sur Syrte assiégée, affamée et privée d'eau et de médicaments, sont devenus des opérations humanitaires en faveur de la population civile libyenne !

Cette opération de manipulation peut à présent compter, outre sur les traditionnels moyens d'information et désinformation, sur une révolution technologique qui vient compléter la Revolution in Military Affairs.

Comme je l'ai expliqué dans des interventions et articles précédents, ce sont des auteurs et des organes de presse proches du Département d'Etat qui célèbrent le fait que l'arsenal étasunien s'est maintenant enrichi de nouveaux et formidables instruments de guerre ; ce sont des journaux occidentaux et de foi occidentale avérée qui rapportent, sans aucun relief critique, qu'au cours des « guerres Internet » sont à l'ordre du jour la manipulation, le mensonge, ainsi que l'attisement de minorités ethniques et religieuses au moyen, aussi, de la manipulation et du mensonge. C'est ce qui est en train de se passer déjà en Syrie contre un groupe dirigeant aujourd'hui plus que jamais pris comme cible, pour le fait d'avoir résisté aux pressions et intimidations occidentales et de s'être refusé à capituler devant Israël et de trahir la résistance palestinienne.

Mais revenons à la première guerre de l'opium, qui se termine en 1842 avec le traité de Nankin. C'est le premier des « traités inégaux », c'est-à-dire imposés par les canonnières. L'année suivante c'est le tour des Usa. Ils envoient eux aussi leurs canonnières pour arracher le même résultat obtenu par la Grande-Bretagne, un peu plus encore même. Le traité de Wanghia (environs de Macao) de 1843 établit pour les citoyens étasuniens résidant en Chine le privilège de l'extraterritorialité : même coupables de délits de droit commun, ils sont dans tous les cas soustraits à la juridiction chinoise. Evidemment, le privilège de l'extraterritorialité n'est pas réciproque, et ne vaut pas pour les citoyens chinois résidant aux Usa : les peuples coloniaux sont une chose, la race des seigneurs en est une autre, tout à fait différente. Dans les années et décennies successives, le privilège de l'extraterritorialité est étendu aussi aux Chinois qui « sont en désaccord » avec la religion et la culture de leur pays, et se convertissent au christianisme (et deviennent idéalement des citoyens honoraires de la république nord-américaine ou de l'Occident en général).

Le double standard de la légalité et de la juridiction est, de nos jours aussi, un élément essentiel du colonialisme : les « dissidents » c'est-à-dire ceux qui se convertissent à la religion des droits de l'homme, telle qu'elle est proclamée par Washington et par Bruxelles, les potentiels Kissinger, au service des agresseurs, ceux-là sont honorés du prix Nobel ou autres prix analogues : après quoi l'Occident déchaîne une campagne forcenée pour soustraire les primés à la juridiction de leur pays de résidence, campagne que vont rendre plus persuasive les embargos et les menaces d' « intervention humanitaire ».

Le double standard de la légalité et de la juridiction devient particulièrement criant avec l'intervention de la Cour pénale internationale (CPI). Vis-à-vis de celle-ci, sont et doivent être dans tous les cas soustraits les citoyens étasuniens et les soldats et mercenaires du drapeau étoilé qui stationnent dans le monde entier. Récemment la presse internationale a rapporté que les Usa sont prêts à bloquer par leur veto l'admission de la Palestine à l'ONU, dans le but aussi d'empêcher que la Palestine puisse faire recours contre Israël auprès de la CPI : d'une façon ou d'une autre, en pratique si ce n'est déjà en théorie il doit être clair pour tout le monde que ceux qui peuvent être jugés sont seulement les peuples coloniaux. Le timing est en soi éloquent. 1999 : sans même avoir obtenu l'autorisation de l'ONU, l'OTAN commence ses bombardements contre la Yougoslavie ; peu après, sans perdre de temps, la CPI procède à l'incrimination non pas des agresseurs et des responsables de la violation de l'ordre juridique international qui avait résulté de la seconde guerre mondiale, mais de Milosevic. 2011 : renversant le mandat de l'ONU, bien loin de se préoccuper de la protection des civils, l'OTAN a recours à tous les

moyens pour imposer le changement de régime et s'assurer le contrôle de la Libye ; suivant un modèle déjà éprouvé, la CPI procède à l'incrimination de Kadhafi. La dite Cour pénale internationale est une sorte d'appendice judiciaire du peloton d'exécution de l'OTAN, on pourrait même dire que les magistrats de La Haye ressemblent à des prêtres qui, sans perdre de temps à consoler la victime, s'emploient directement à la légitimation et à la consécration du bourreau.

Un dernier point. Avec la guerre contre la Libye, s'est dessinée dans le milieu impérialiste une nouvelle division du travail. Les traditionnelles grandes puissances coloniales comme l'Angleterre et la France, se prévalant de l'appui politique et militaire décisif de Washington, se concentrent sur le Moyen-Orient et sur l'Afrique, tandis que les USA déplacent de plus en plus leur dispositif militaire en Asie. Et nous voici donc de retour en Chine. Après avoir mis fin au siècle des humiliations commencé avec les guerres de l'opium, les dirigeants communistes savent bien qu'il serait fou et criminel de rater une deuxième fois le rendez-vous avec la révolution technologique et militaire : pendant qu'il libère des centaines de millions de Chinois de la misère et de la famine auxquelles le colonialisme les avait condamnés, le puissant développement économique en cours dans le grand pays asiatique est aussi une mesure de défense contre l'agressivité permanente de l'impérialisme. Ceux qui, à « gauche » aussi, se mettent à la remorque de Washington et de Bruxelles dans l'entreprise de diffamation systématique des dirigeants chinois montrent qu'ils n'ont à cœur ni la cause de l'amélioration des conditions de vie des masses populaires ni la cause de la paix et de la démocratie dans les relations internationales.

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

6-3 Louis Denghien : Les corridors humanitaires et fantasmatiques d'Alain Juppé.

On serait presque tenté de dire que la Syrie est devenu pour Alain Juppé une sorte de stimulant intellectuel : mercredi 23 novembre, le ministre français – enfin disons sarkozyste – des Affaires étrangères avait proposé l'idée d'ouverture de « corridors humanitaires » en Syrie, rebaptisés par le même jeudi « zones sécurisées pour protéger les populations civiles ». Concrètement, ça fonctionnerait comment ? Selon Juppé, on mettrait en place « des couloirs, dans lesquels les organisations humanitaires peuvent faire parvenir des produits médicaux ».

Flou artistique et diplomatique

Mais qui les mettrait en place, ces couloirs ? Eh bien, Alain Juppé pense que le régime syrien pourrait l'accepter (ha, il serait donc sensible à l'aspect humanitaire, ce régime ?). Mais si tel n'était pas le cas, « il faudrait envisager une autre solution, forcément, avec des observateurs internationaux, comme cela s'est fait en Libye ». Comme en Libye ? Diable, voilà qui n'évoque pas que des souvenirs humanitaires, M. le ministre.... Celui-ci a tenu à préciser immédiatement au micro de France Inter qu' »il n'a jamais été question d'option militaire« . « Il n'y a pas d'intervention humanitaire sans mandat international » est bien obligé de convenir notre ministre des interventions humanitaires. Et s'il n'y a pas de mandat international pour ça, on sait que ce n'est pas la faute d'Alain Juppé !

Le patron de la diplomatie française sous influence OTAN comptait en tout cas proposer son idée à ses partenaires européens. On n'a cependant toujours pas compris, en cas d'opposition de Damas, qui va mettre en oeuvre les couloirs de Juppé, comment, quand et où. Mais l'essentiel pour Alain Juppé n'est-il pas d'occuper le terrain – médiatique, à défaut de syrien – et de faire croire que la France joue un rôle majeur « à la libyenne » dans la marche des peuples arabes vers la liberté.

Car il est évident que dans cette proposition française, l' »humanitaire n'est, une fois de plus, que le paravent du politique. Ses « couloirs humanitaires » participent de la même logique ingérente que les « zones d'exclusion aérienne » que les Américains et leurs compères voudraient bien imposer dans le ciel syrien. Il s'agit de violer, si peu que ce soit, la souveraineté et le territoire de la Syrie.

Une Syrie de rêve (atlantiste)

Pour atteindre cet objectif plus vraiment secret, Juppé et ses pairs veulent accréditer l'idée qu'il y a en Syrie des populations à protéger, comme si elles avaient été victimes d'une sorte de tsunami ou de tremblement de terre. Alain Juppé, relayé avec empressement par la grande presse française, parle et reparle à longueur d'antenne de « massacres » de civils en Syrie. Mais s'il y a des populations civiles à protéger en Syrie, c'est plutôt des bandes armées qui sèment la mort et le désordre, notamment à Homs. Mais Juppé refuse de considérer cet aspect – essentiel – du drame syrien : pour lui, il n'y a pas de terrorisme en Syrie, tout au plus des déserteurs « citoyens » qui agissent en état de légitime défense contre le régime et assurent en quelque sorte une « violence humanitaire » pour protéger leurs frères civils. Pour Alain Juppé, il n'y a pas non plus de partisans du régime. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, notamment les clameurs de centaines de milliers de Syriens pro-régime descendant et descendant en masse dans les rues des villes de Syrie. Evacuant ainsi toutes les réalités dérangeantes, Juppé peut donc continuer à vendre son scénario hollywoodien à l'opinion internationale.

Et comme il n'y a donc que des opposants à Bachar en Syrie, le ministre ne peut faire moins que de déclarer le CNS seul représentant légitime du peuple syrien. Alors que le CNS n'est pas reconnu comme « seul légitime » par nombre d'opposants historiques comme Michel Kilo, ou ceux qui ont créé de nouveaux partis en Syrie même, et que l'homologue britannique d'Alain Juppé, William Hague, vient de réaffirmer que l'opposition syrienne doit vraiment se structurer et s'unifier avant toute reconnaissance officielle par Londres (voir notre article « Diplomatie : laquais, cow-boys et garde-fous », mis en ligne le 2 novembre).

Alain Juppé a tort à notre avis d'ignorer tant de réalités objectives pour mieux légitimer son discours. La morgue et l'entêtement ne font pas forcément une politique diplomatique. Et la réalité se venge toujours, en Syrie comme en Libye ou en Egypte.

Louis DENGHIEN,

le 24 novembre 2011

<http://www.infosyrie.fr/actualite/les-corridors-humanitaires-et-fantasmagiques-dalain-juppe/>

6-4 Des membres de l'OTAN prêts à épauler "les déserteurs de l'armée syrienne ".

Une intervention militaire indirecte en Syrie est en phase de préparation. Trois membres influents de l'Otan seraient en train d'étudier avec l'opposition syrienne au régime de Bachar El Assad, l'éventualité de former et d'épauler quelques 8000 soldats et officiers ayant déserté les rangs de l'armée syrienne. La France, l'Angleterre et la Turquie qui seraient derrière cette opération, parlent néanmoins non d'une véritable offensive comme sur le front libyen, mais d'une intervention "limitée". Selon des indiscrétions véhiculées par l'hebdomadaire français "le Canard enchaîné" dans sa livraison de mercredi, Ankara serait d'accord pour que son territoire, où se trouvent déjà les 8000 soldats déserteurs, serve de base arrière à la rébellion civile et militaire pour mener ses opérations contre les forces du régime de Bachar El Assad.

La publication satirique qui cite des diplomates et des sources militaires françaises, précise que les trois membres de l'Organisation nord-atlantique prévoient l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et une zone tampon à l'intérieur de la Syrie. Il s'agirait d'aider la rébellion de mener sa guerre contre le régime de Bachar et ses forces loyales et non "de recommencer ce qui s'est passé en Libye", a confié au « Canard enchaîné », un officier de haut rang à la Direction du renseignement militaire français (DGSE). Des unités des services secrets français de la DGSE et anglais du MI 6, ajoute la même source, sont déjà en place en Turquie et au nord du Liban qui abrite aussi de nombreux fugitifs syriens. Leur mission est de mettre sur pied les premiers contingents de l'Armée syrienne libre et former ces déserteurs à la guérilla urbaine. Autre opération discrète, selon le Canard enchaîné, les trafics d'armes aux frontières de la Syrie sont tolérés, voire favorisés par les Français et les Turcs. Par ailleurs, la France a plaidé jeudi, par la voix de chef de la diplomatie, Alain Juppé, en faveur de la mise en place de "corridors humanitaires" en Syrie. Cette proposition, qui exigerait au préalable l'aval du régime de Bachar Al-Assad, a été avancée par le Conseil national syrien (CNS, opposition) qui s'inquiète du grave manque

des produits de première nécessité (aliments et médicaments), dont souffre la population civile en Syrie. Le ministre français a expliqué qu'à défaut d'une autorisation d'un tel projet par les autorités syriennes, il n'est pas exclu de "protéger (militairement) des convois humanitaires".

Jeudi, 24 Novembre 2011

<http://www.lalettremed.com/analyses/530-des-membres-de-lotan-prets-a-epauler-les-deserteurs-de-larmee-syrienne>.

7 Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

7-1 OTAN OU INDÉPENDANCE NATIONALE ?

L'ordre néolibéral mondial repose sur cinq piliers, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne (UE) et sa monnaie l'euro, ainsi que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les néolibéraux savent que les peuples les rejettent au fond d'eux-mêmes, ils ont besoin d'une alliance militaire – l'OTAN - pour le cas où leur opposition s'affirmerait ouvertement.

Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP).

Le 25 octobre 2011.

Le néolibéralisme repose sur cinq piliers, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne (UE) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les néolibéraux savent que les peuples les rejettent au fond d'eux-mêmes, ils ont besoin d'une alliance militaire pour le cas où leur opposition s'affirmerait ouvertement.

Une brève histoire de l'OTAN

Rappelons qu'en 1949, à sa création, cette alliance militaire avait pour but de protéger les pays occidentaux signataires (Amérique du Nord et Europe occidentale non communiste) de la menace militaire soviétique, réelle ou supposée. Pourtant à cette époque, l'Union soviétique et ses alliés étaient bien incapables d'attaquer les pays occidentaux. L'OTAN, dès l'origine, se révélait ainsi comme une alliance offensive et non défensive (en 1955, le bloc de l'Est s'est protégé par la création du pacte de Varsovie).

L'OTAN entraîna les pays occidentaux dans une vassalisation militaire et économique assumée par rapport aux États-Unis.

Le général de Gaulle n'admettait pas la perte évidente de souveraineté et d'indépendance en politique étrangère qu'impliquait ce traité militaire, et la contrainte que des troupes françaises soient commandées par des généraux étrangers lui était odieuse. En 1966, au terme de huit ans de tensions avec l'OTAN, il décidait la sortie de la France du commandement intégré, et les troupes américaines furent obligées de quitter leurs bases en France.

En poussant à la course aux armements, les États-Unis ont obligé l'URSS à dépenser des sommes considérables, hors de ses possibilités matérielles et ont contribué à la faire éclater en 1991. On aurait pu croire alors que l'OTAN allait se dissoudre puisqu'elle n'avait plus de raison d'être. Mais il n'en a rien été, elle s'est trouvé un nouvel objectif : assurer sur le continent européen la stabilité de l'ordre mondial néolibéral. Elle attisa les nationalismes en Yougoslavie, ennemie déclarée, dans laquelle elle mena une guerre dite « humanitaire ». Ce fut le laboratoire d'un nouveau concept stratégique et de la nouvelle idée que les États-Unis avaient de l'OTAN. Les pays européens ne devaient pas se sentir plus libres que par le passé, de concevoir une diplomatie, une politique extérieure et un commandement militaire indépendants des États-Unis.

En 1999, le deuxième « nouveau concept stratégique de l'OTAN »

Il fixe comme objectif de « sauvegarder - par des moyens politiques et militaires - la liberté et la sécurité » de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Son rôle n'est plus dès lors limité à son cadre historique euro-atlantique.

L'attentat du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles de New York, si horrible soit-il, fut une divine surprise pour cette organisation. L'OTAN s'était enfin trouvé un véritable nouvel ennemi authentique : le terrorisme non étatique dont l'avantage était de ne pas être limité à un pays. Il était multiforme et il devenait possible pour l'OTAN d'intervenir partout.

C'est ainsi que le 7 octobre 2001, les forces états-uniennes envahissaient l'Afghanistan et y détruisaient le régime des talibans. Le 20 décembre de la même année, l'ONU créait la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) et le 11 août 2003, l'OTAN en prenait le commandement.

La FIAS comptait 5 000 hommes en 2003, elle en compte actuellement plus de 100.000, et pourtant l'OTAN s'enlise face à une rébellion menée par les talibans et soutenue par la grande majorité de Afghans. L'Afghanistan où l'opium était interdit sous le gouvernement des talibans en est devenu le premier producteur mondial, les femmes sont soumises à la charia, la population souffre de malnutrition. L'OTAN tente de faire croire à sa mission humanitaire mais l'aide civile représente seulement un dixième des dépenses militaires.

En 2003, les États-Unis devaient subir un échec, lorsque George W. Bush, inventant l'existence d'armes de destruction massive en Irak, décida d'envahir ce pays. Il ne put le faire au nom de l'OTAN, la France et l'Allemagne ne l'ayant pas suivi.

L'été 2008 les États-Unis ont subi un deuxième échec, lorsqu'ils incitèrent la Géorgie à attaquer certaines de ses républiques autonomes qui s'étaient trop émancipées. La Russie intervint et mit un coup d'arrêt à la progression de l'OTAN dans les anciennes républiques soviétiques, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan.

Déploiement de l'OTAN

L'OTAN a signé des partenariats avec la plupart des pays méditerranéens, la toile de l'OTAN s'étend à des « partenaires d'opérations » puisque 18 pays non membres de l'OTAN participent aux opérations en Afghanistan : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, l'Indonésie, etc. La Chine participe à des patrouilles communes de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden.

Les 3 et 4 avril 2009, les chefs d'État des pays membres de l'OTAN en fêtaient le 60e anniversaire à Strasbourg dans une ville barricadée. Les contre-manifestants, bien qu'autorisés à défiler à 4 km du centre furent dispersés violemment. C'est à l'occasion de ce sommet que Nicolas Sarkozy annonçait le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Il acceptait de plus de renforcer la présence française en Afghanistan.

Le troisième concept stratégique prévoit toujours la menace terroriste, la piraterie et la prolifération nucléaire, mais d'autres priorités sont fixées : la défense contre les cyber-attaques qui peuvent provoquer la paralysie d'un pays, le bouclier antimissiles et la sécurité des approvisionnements énergétiques. La Russie est accusée de vouloir créer avec des pays arabes une OPEP du gaz qui maintiendrait les prix à un

niveau élevé [1]. Un rapport indique que « l'OTAN a tout intérêt à protéger les axes vitaux qui alimentent les sociétés modernes [2] ».

L'OTAN est un instrument militaire dirigé par les États-Unis qui dispose de bases militaires sur tous les continents, outrepassa les Nations Unies et les règles du droit international, encourage la militarisation et l'escalade des dépenses militaires – les pays membres de l'OTAN cumulent 75% des dépenses militaires mondiales. Elle assoit la domination économique, politique et diplomatique des pays capitalistes et pour commencer le plus puissant d'entre eux, les États-Unis, très conscients de l'importance stratégique de la perpétuation de leur puissance militaire.

L'OTAN, tuteur armé de l'Union européenne

Le traité de Lisbonne stipule que « la politique de l'Union » doit être « compatible avec la politique » arrêtée dans le cadre de l'OTAN (TUE 27/42-2), et que « au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies. [...] Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'OTAN » (TUE 27/42-7).

Le 19 février 2009, dans une résolution sur « le rôle de l'OTAN dans l'architecture de sécurité de l'UE », les eurodéputés affirmaient « qu'un consensus réel, global et démocratique entre l'Union européenne et l'OTAN est un aspect essentiel de la mise en œuvre de cette stratégie, fondée sur un consensus sécuritaire entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ». Le texte, qui revendique un « partenariat encore plus étroit » entre l'UE et l'OTAN dans « des domaines tels que le terrorisme international [...], la criminalité organisée, les cybermenaces, la dégradation de l'environnement, les catastrophes naturelles et autres » a été adopté de justesse, notamment grâce aux voix du PSE.

Même si certains pays de l'UE comme l'Autriche et l'Irlande se disent neutres, ils doivent suivre les recommandations de l'OTAN et augmenter leurs dépenses d'armement puisque « les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires » (Art. 28-A-3). En Europe, l'OTAN aggrave les tensions, alimente la course aux armements avec le prétendu « bouclier » antimissile, un arsenal nucléaire gigantesque et la doctrine de « première frappe nucléaire ».

La politique de surarmement et de division du travail entre les pays membres a des répercussions sur leur politique économique. C'est ainsi que la France avait en 2010 une balance commerciale déficitaire de 51 milliards d'euros. L'examen des chiffres montre que le poste le plus déficitaire (13,6 milliards d'euros) est le secteur de l'armement. Le fort niveau des importations d'armes (114,3 milliards d'euros) est dû à la volonté de l'OTAN que ses membres se spécialisent dans des secteurs étroits. Les exportations (100,7 milliards d'euros) concernent en particulier les missiles, les importations concernent le reste [3].

Rappelons que les pays membres de l'OTAN sont contraints par le processus de « planification des forces » à l'achat de matériel américain et à la mise en place des normes de l'armée américaine, afin d'assurer l'interopérabilité des forces de l'alliance sous direction américaine. Ces questions ne sont évidemment pas que techniques ou économiques, elles sont bien stratégiques puisque au terme de cette intégration, il devient impossible à un pays d'exercer la moindre souveraineté militaire nationale, ce qui est bien sûr le but principal.

L'OTAN demande que les pays membres consacrent 2% de leur PIB aux dépenses d'armement, mais la crise aidant, seuls 6 membres sur 28 remplissent cet objectif. L'OTAN constate avec tristesse que c'est son point faible [4].

Le gendarme du monde

La stratégie de l'OTAN est basée sur la force et la menace, le but étant de défendre les intérêts du camp occidental, avec son système politique et économique.

Elle vise une « approche globale » avec « la mise à disposition de forces parfaitement préparées et entièrement déployables, capables de mener toute la gamme d'opérations et de missions militaires sur le territoire de l'Alliance et, au-delà, à sa périphérie et à distance stratégique ». Un Centre de coordination des opérations spéciales de l'OTAN (NSCC), a été créé sous le commandement d'un vice-amiral étatsunien « prélude à un quartier général multinational ». L'objectif est une capacité d'intervention tous azimuts, un des buts étant d'assurer la sécurité énergétique de l'Occident.

La répression sauvage de Kadhafi contre son peuple a été une aubaine pour l'OTAN. L'opération militaire aérienne décidée par le Conseil de sécurité de l'ONU a été menée au début par la France et la Grande-Bretagne, puis rapidement l'OTAN a pris les choses en mains, comme il se doit sous la direction d'un général américain. Alors que l'Occident n'a pas apporté son soutien à la répression des autres révolutions arabes, elle s'en est fait le chantre en Libye, espérant bien entendu étendre son influence sur ce pays, toujours au nom de l'intervention humanitaire.

Une politique de gauche ne peut se concevoir tant que notre pays sera dans l'OTAN. Grâce à la domination des États-Unis sur le plan économique, politique et militaire, l'OTAN peut employer la force contre tout pays ayant une politique tout simplement indépendante. Les droits de l'Homme sont alors cyniquement instrumentalisés pour une intervention dont les buts sont tout sauf humanitaires, n'en déplaise à tous les Bernard Kouchner. Pour rester crédible, la menace militaire doit régulièrement être mise en œuvre, le but étant la réaction de l'Alliance quand les intérêts stratégiques sont menacés. Elle permet d'exercer sur le reste du monde la pression commerciale, stratégique et économique des pays occidentaux, surtout à l'avantage de leur chef de file, les États-Unis.

La contre-révolution néolibérale qui sévit depuis 30 ans constitue un ensemble unifié et structuré : contre-révolution idéologique, médiatique, institutionnelle, commerciale, financière, politique, sociale et militaire. Asseoir cet ensemble sur la force militaire est indispensable pour elle. Bien que certains pays ressentent les inconvénients d'être vassalisés, ils apprécient de pouvoir compter sur la force des États-Unis grâce à laquelle ils imposent au reste du monde leurs intérêts et leur puissance.

Dans le contexte de lutte exacerbée que se livrent les entreprises mondialisées, l'OTAN peut être une pièce importante dont disposent les pays occidentaux en relative décadence économique pour faire pression sur les pays émergents.

Perspectives

Un pays qui voudrait recouvrer sa souveraineté populaire et nationale pour réaliser une politique progressiste sociale et écologique, en opposition avec les logiques libérales, devrait récupérer son indépendance militaire, et donc sortir immédiatement de l'OTAN. Cela serait même le gage de son sérieux, de même qu'une sortie de l'euro et des institutions de l'Union européenne et de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale.

Il faut rappeler à ce propos que la souveraineté populaire et nationale n'a aucun rapport avec le nationalisme ou le souverainisme. Une politique d'émancipation des peuples passe par la reprise en main de leurs destins par les populations là où elles peuvent le faire, à l'échelle nationale, et des manettes institutionnelles indispensables pour ce faire.

Le M'PEP est pour une coopération pacifique avec tous les pays du monde. Cependant, dans la mesure où la France disposerait d'un gouvernement indépendant et progressiste prenant des mesures sociales et se détachant de l'ordre néolibéral mondial, elle deviendrait la cible des pays les plus réactionnaires et donc de l'OTAN. Elle devrait par conséquent rétablir la conscription, la défense du territoire national doit être l'affaire de toutes et de tous et reposer sur une armée populaire et républicaine. Il faudra former un encadrement militaire dévoué et garant de l'indépendance nationale. Les armées (terre, air, mer) devront être restructurées pour assurer immédiatement la défense du territoire. Si le M'PEP est favorable à la disparition totale et la plus rapide possible des armes nucléaires, il considère que la dénucléarisation doit être générale et parallèle : toutes les puissances nucléaires doivent réduire leurs armes ensemble selon un traité spécifique. En attendant, la France devra maintenir une force nucléaire défensive. Au total, l'armée française n'interviendrait pas sur les théâtres extérieurs et servirait seulement à la défense du territoire national.

Notes

[1] <http://www.imi-online.de/2009.php?id=1938>

[2] <http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article1367>

[3] <http://lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/Etudes/Thematiques/3T2010.pdf>

[4] <http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article1367>

<http://www.m-pep.org/spip.php?article2427>

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP)

Le 25 octobre 2011.

[.http://www.m-pep.org/spip.php?article2427](http://www.m-pep.org/spip.php?article2427)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19